

Une présence mondiale maintenue pour les banques françaises, malgré un repli hors d'Europe

À fin décembre 2024, les groupes bancaires français restent très implantés à l'international : 2/3 des implantations sont situées hors de France, les filiales et succursales sont principalement localisées en Grande-Bretagne, au Luxembourg et en Allemagne. Les États-Unis, perdant deux places, ne sont plus positionnés dans le top 3. Les implantations au sein de l'Union Européenne se renforcent à nouveau avec une hausse de 10 implantations par rapport à 2023, alors que le nombre d'implantations hors Union Européenne a tendance à baisser (-31 implantations en 2024), touchant notamment le continent africain.

Les effectifs du secteur bancaire français à l'étranger suivent logiquement la même tendance que les implantations, enregistrant un recul de 2,2 %. La baisse des effectifs est plus prononcée hors Union Européenne (-5,4 % en 2024), notamment en Afrique où un mouvement de repli des principaux groupes bancaires est en cours depuis plusieurs années. Un recul est également enregistré en Asie, en lien avec la cession d'une entité en Inde. Au sein de l'Union Européenne, les effectifs sont quasiment stables (+0,3 %), avec des mouvements qui se compensent.

Le produit net bancaire (PNB) des implantations à l'étranger progresse significativement de 4,8 % en 2024¹, alors que le résultat net diminue de 8 %, s'établissant respectivement à 75,3 G€ et 20,3 G€.

1. Légère évolution de la géographie des implantations à la suite à de changements stratégiques

Les grandes places financières mondiales et européennes accueillent toujours le plus grand nombre d'implantations hors de France. Le Royaume-Uni reste la principale destination avec 100 implantations, suivi du Luxembourg. Depuis 2020, le nombre d'implantations diminue aux États-Unis, alors qu'il augmente en Allemagne, cette destination passant devant les États-Unis en 2024.

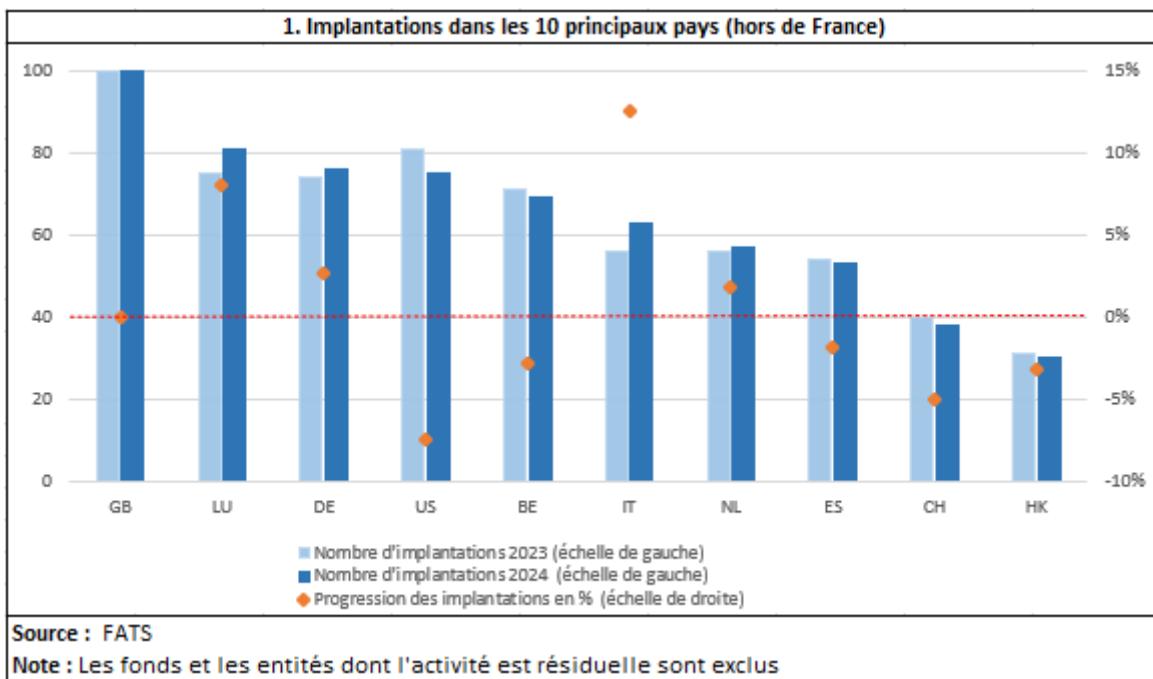
Les groupes bancaires français sont très présents dans les pays européens frontaliers, tels que le Luxembourg (81), l'Allemagne (76), la Belgique (69), l'Italie (63), les Pays-Bas (57) et l'Espagne (53) (cf. graphique 1).

Au total, 65 % des entités détenues par les grands groupes bancaires français sont localisées à l'étranger, cette proportion est stable par rapport à 2023 avec seulement un très léger recul (-21 entités, soit -2 %). Parmi les dix premiers pays étrangers accueillant des filiales et succursales françaises, c'est en Italie et au Luxembourg que la progression est la plus marquée, venant atténuer la baisse des implantations aux États-Unis principalement.

¹ Selon l'ACPR ([N° 172 : La situation des grands groupes bancaires français à fin 2024 | Autorité de contrôle prudentiel et de résolution](#)), le PNB atteint un plus haut niveau historique en 2024, tiré par les revenus de commissions, d'activité de marché et autres revenus. Cette croissance provient des revenus hors intérêts, notamment les commissions et les revenus des activités de marché, ainsi que les autres revenus d'exploitation bancaire. La croissance des commissions, concerne toutes ses composantes et illustre les bénéfices d'un modèle d'affaires diversifié : les services de paiement, les ressources distribuées telles l'assurance-vie et la gestion d'actifs.

L'évolution du PNB, combinée à des charges d'exploitation maîtrisées et un coût du risque en progression mais contenu, entraînent une croissance des résultats (+15,2%) des principaux groupes bancaires français.

À noter, les chiffres de l'ACPR sont basés sur le périmètre de consolidation prudentiel des 6 groupes bancaires français alors que ceux des FATS sont issus de la communication financière, qui s'appuie sur le périmètre de consolidation comptable des groupes. Le périmètre prudentiel est légèrement différent du bilan comptable consolidé.



Le nombre d'implantations des groupes bancaires français est inchangé au Royaume-Uni, mais cela masque des mouvements variés. L'activité de certaines implantations ralentit et devient non significative et un départ est enregistré. À l'inverse, le groupe Société Générale s'est singularisé avec plusieurs nouvelles entités dans le cadre de sa coopération avec AllianceBernstein.

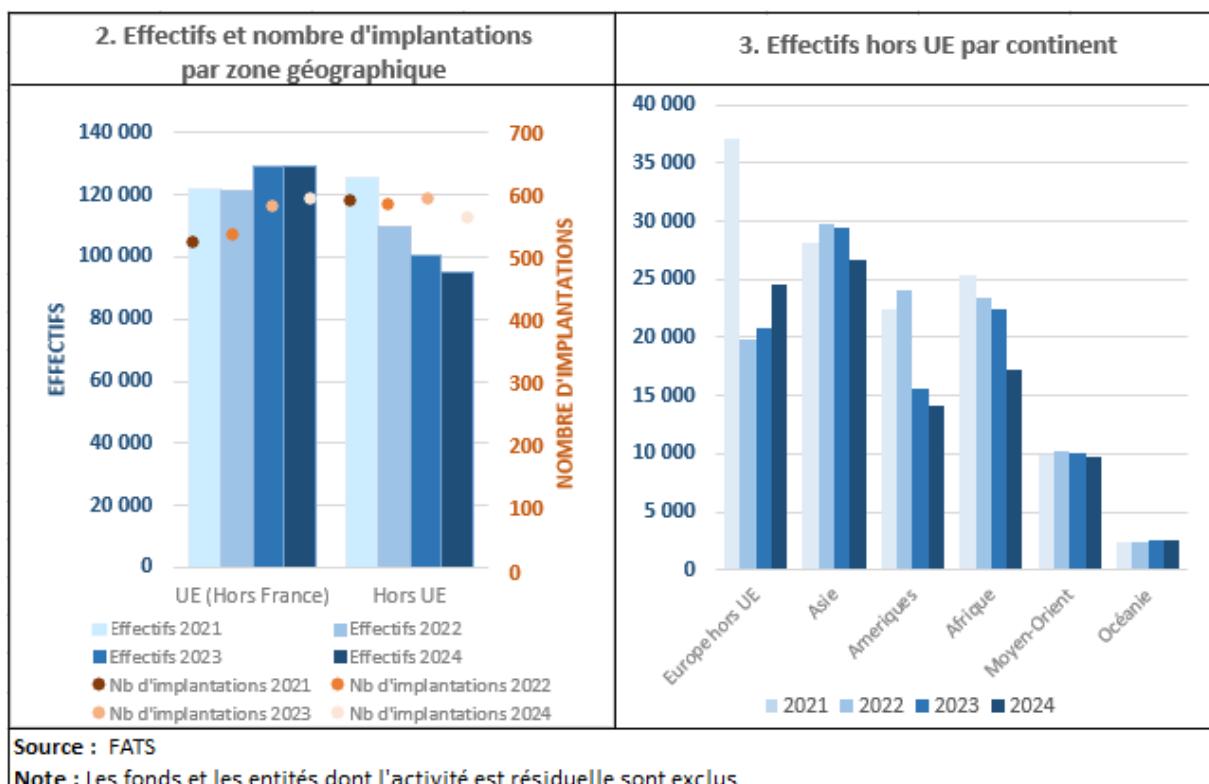
Aux États-Unis, la baisse de 6 implantations résulte d'un seul groupe.

En Afrique, les banques françaises se retirent progressivement ces dernières années avec une baisse marquée de 13 implantations en 2024. Depuis 2021, les groupes Crédit Agricole, BNPP et Société Générale ont quitté partiellement ou totalement certains pays : le Maroc, l'Algérie, le Burkina Faso, la Guinée, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Tchad et Madagascar. D'autres cessions seraient prévues en Mauritanie, en Guinée Équatoriale, au Bénin et au Togo.² Une rentabilité trop faible et un environnement réglementaire incertain seraient à l'origine de ce mouvement de retrait.

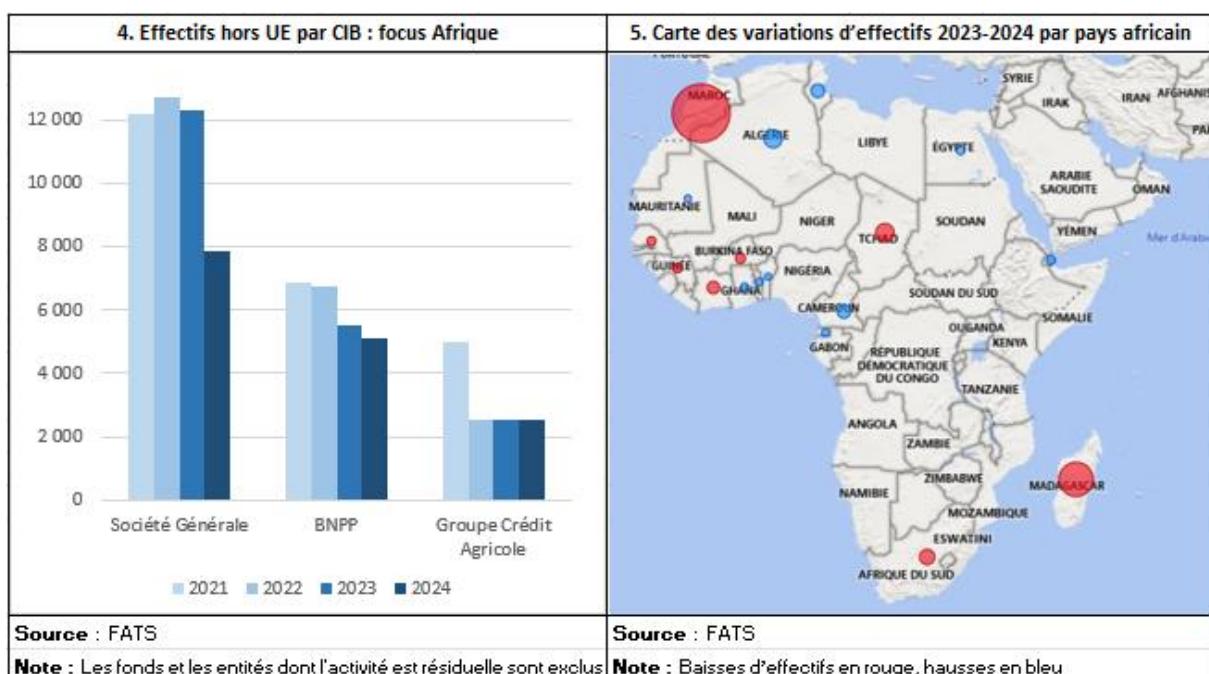
2. Le recul des effectifs à l'étranger suit l'évolution des implantations

L'Union Européenne représente plus de la moitié des effectifs mondiaux, ce niveau est quasi stable par rapport à 2023 avec une légère hausse de 400 personnes (soit +0,3 % par rapport à 2023, cf. graphique 2). Hors Union Européenne, les effectifs sont essentiellement localisés en Asie, notamment en Inde (12 100 personnes), en Europe (hors UE), notamment au Royaume-Uni (13 100 personnes) et en Afrique du Nord, principalement en Algérie (3 900 personnes), cela malgré une baisse des effectifs diffuse sur le reste du continent.

² Les implantations recensées dans cette note peuvent différer des rapports annuels des groupes bancaires : dans la collecte OFATS, les entités cédées restent présentes dans les statistiques l'année de la cession et sortent en général de manière effective l'année suivante. Par ailleurs, des cessions dans d'autres pays d'Afrique ont eu lieu avant 2021 et ne sont pas mentionnées ici.



En dehors de l'Union Européenne, le déclin des effectifs est continu depuis 2021 (-5 500 personnes, soit -5,4 % par rapport à 2023). En 2024, cette baisse est particulièrement marquée sur le continent africain (- 4 700 personnes, soit -22 %) (cf. graphique 3 et carte infra), en lien notamment avec le désengagement de la Société Générale du Maroc (-3 600 personnes), de Madagascar (-1 100 personnes) et du Tchad (- 200 personnes) cette année-là. D'autres groupes bancaires français ont également réduit leur présence dans cette région, contribuant à la baisse des effectifs depuis 2021 (cf. graphique 4).



Des baisses d'effectifs significatives sont aussi enregistrées en Inde et au Mexique, liées à des cessions d'activités.

À contrario, les effectifs basés en Europe hors UE augmentent. Cette progression reflète principalement un changement de méthode de consolidation de certaines filiales ukrainiennes, auparavant mises en équivalence et désormais en intégration globale. Ce changement de réglementation est une conséquence de la guerre en Ukraine : certaines restrictions précédemment imposées par la Banque Nationale d'Ukraine ont été levées depuis le 1 janvier 2024.

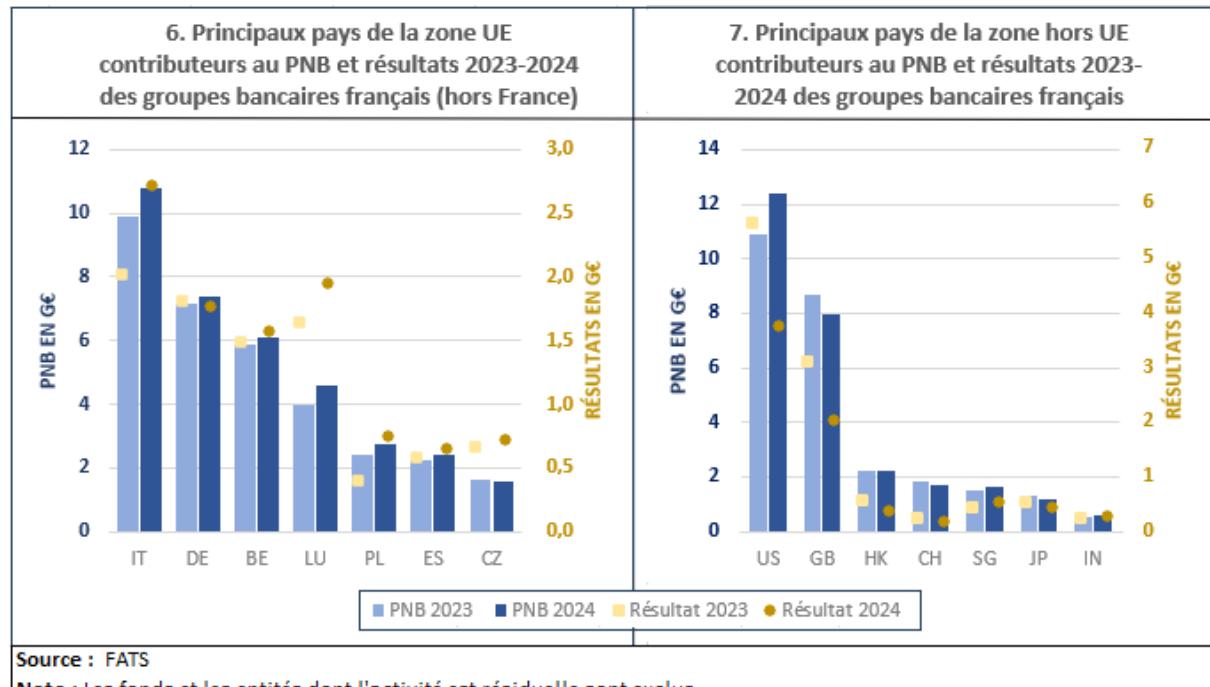
3. Le PNB et le résultat net des entités localisées dans l'UE progresse en 2024, à l'inverse de la plupart de celles situées hors UE

À l'étranger, le produit net bancaire des groupes bancaires français s'est élevé à 75,3 G€ (+3,4 G€ par rapport à 2023) et le résultat net à 20,3 G€ (-1,8 G€ par rapport à 2023). Les États-Unis sont le premier contributeur à l'étranger pour le PNB et le résultat net avec un PNB qui progresse de +14 % en moyenne pour l'ensemble des groupes bancaires, alors que le résultat net diminue (-34 %). Ce repli du résultat net réalisé aux Etats-Unis correspond à un retour à la normale après un résultat exceptionnel de BNPP USA Inc. en 2023 lié à la cession de Bank of the West.

Les pays générant les revenus et les résultats les plus élevés sont aussi les six pays accueillant le plus grand nombre d'implantations (cf. ci-après graphiques 6 et 7).

Au sein de l'UE, le PNB progresse plus fortement qu'hors UE, cette hausse s'élèvant à + 2,8 G€ (soit +7,8 %), le premier pays contributeur étant l'Italie. Hors Union Européenne, la progression du PNB est plus modeste avec 1,7 % soit +0,6 G€. Le PNB réalisé en Grande-Bretagne recule de 1 G€, du fait d'une unique entité.

Les activités conduites à l'étranger par les grandes banques françaises génèrent des résultats nets contrastés dans et hors UE : le résultat net progresse de 18 % soit +1,7 G€ pour l'UE principalement réalisé en Italie, alors qu'il baisse de 27 % (soit -3,4 G€) pour la zone Hors UE, en raison de la baisse enregistrée aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.



Note méthodologique : Les données présentées ici sont principalement obtenues par la collecte **Outward-FATS** bancaire, qui porte sur les groupes bancaires français ayant au moins une filiale et/ou une succursale situées hors de France, quelle que soit son activité (banque, assurance, immobilier ou autre). Cette collecte permet notamment de suivre l'évolution des implantations, des effectifs, du produit net bancaire et des frais de personnel des filiales et succursales en France et à l'étranger de groupes bancaires français ayant une activité bancaire ou financière (codes K64 - Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite et K66 - activités auxiliaires de services financiers et d'assurance de la nomenclature [NACE Rév. 2](#)). Les fonds et les entités dont l'activité est résiduelle sont exclus de l'analyse.